

RENAUD POIRIER ST-PIERRE
PHILIPPE ETHIER

De l'école à la rue

Dans les coulisses
de la grève étudiante

PRÉFACE DE SIMON TREMBLAY-PEPIN

a: *écosociété*

Extrait de la publication

DE L'ÉCOLE À LA RUE

Dans les coulisses de la grève étudiante

Renaud Poirier St-Pierre
Philippe Ethier



LES ÉDITIONS
écosociété
MONTRÉAL

Coordination de la production : David Murray
Maquette de couverture : Christian Bélanger
Photographie de la couverture : Pierre-Luc Daoust
Typographie et mise en pages : Folio infographie

Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés ; toute reproduction d'un extrait quelconque de ce livre par quelque procédé que ce soit, et notamment par photocopie ou microfilm, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

© Éditions Écosociété, 2013

ISBN 978-2-89719-048-4

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2013

LES ÉDITIONS ÉCOSOCIÉTÉ

C.P. 32052, comptoir Saint-André

Montréal (Québec) H2L 4Y5

Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales
du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Poirier St-Pierre, Renaud, 1989-

Ethier, Philippe, 1989-

De l'école à la rue : dans les coulisses de la grève étudiante
(Actuels ; 11)

Comprend des réf. bibliogr.

ISBN 978-2-89719-048-4

1. Grève étudiante, Québec, 2012. 2. CLASSE. 3. Mouvements étudiants - Québec (Province). 4. Mouvements sociaux - Québec (Province). 5. Grève étudiante, Québec, 2012, dans les médias. I. Ethier, Philippe. II. Titre. III. Collection : Actuels (Éditions Écosociété) ; 11.

LA418.Q8P64 2013 370.9714'090512 C2013-940214-4

Nous remercions le Conseil des Arts du Canada de l'aide accordée à notre programme de publication. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada pour nos activités d'édition.

Nous remercions le gouvernement du Québec de son soutien par l'entremise du Programme de crédits d'impôt pour l'édition de livres (gestion SODEC), et la SODEC pour son soutien financier.

Table des matières

Remerciements	11
Préface de Simon Tremblay-Pepin	13
Ouverture de l'assemblée – Dans les coulisses d'une grève étudiante	21
Premier point – Mouvement étudiant, État et gouvernement .35	
Qu'est-ce que l'État?	37
<i>Gramsci et l'hégémonie</i>	40
Deux formes d'interactions avec l'État	42
La grande stratégie: l'escalade des moyens de pression . .47	
<i>La pétition</i>	48
<i>Les actions symboliques</i>	48
<i>Les manifestations</i>	49
<i>La grève ponctuelle</i>	51
<i>L'action directe</i>	52
<i>La grève générale illimitée</i>	53
Le rapport aux autres	57
<i>Les organisations étudiantes nationales</i>	58
<i>Les groupes de la société civile</i>	61
<i>Les syndicats</i>	63
La rue ne parle pas toute seule	65
Point 2 – De la démocratie directe à la mobilisation	68
Un mouvement démocratique	72
Assemblée générale: lieu de démocratie directe	73
<i>La création d'un espace inclusif</i>	75
<i>Les limites de la démocratie directe</i>	77
L'organisation d'un mouvement étudiant combatif	78

<i>Mettre fin au « concertationnisme »</i>	79
<i>L'organisation solidaire, horizontale et combative</i>	82
<i>Entre verticalité et horizontalité</i>	86
<i>Qu'est-ce que la CLASSE?</i>	90
<i>La structure de la CLASSE</i>	91
<i>Loi 32: les associations étudiantes comme monopole de la représentation étudiante</i>	92
<i>La loi 32 et le droit à la grève</i>	94
La mobilisation: l'essence du mouvement	97
<i>Se donner les moyens de mobiliser</i>	100
<i>Les débuts de la conscientisation</i>	103
<i>De la conscientisation à l'action</i>	104
Le déclenchement d'une grève étudiante	108
Maintien de la grève	114
<i>S'organiser pour résister.</i>	115
Point 3 – Ensemble, bloquons la hausse!	116
Sur le rapport de force	118
Discours de la CLASSE: remise en perspective.	121
<i>Une opposition au néolibéralisme</i>	122
<i>Pour une éducation libre.</i>	126
<i>Le féminisme</i>	128
L'articulation du discours.	129
<i>Acteurs externes</i>	130
<i>Le moment populiste: « La grève est étudiante, la lutte est populaire »</i>	133
<i>Élargissement de la lutte</i>	136
Appropriation du discours	138
Argumenter contre le pouvoir	140
Point 4 – Les médias de masse	146
Les relations publiques: appuyer la contestation	147
Les médias critiques de la gauche et la gauche critique des médias	149

<i>Démocratie directe et médiation</i>	151
<i>CASSÉÉ, CLASSE et médias</i>	152
Travailler la forme	154
<i>Le communiqué de presse: faciliter le travail des journalistes</i>	155
<i>L'attaché de presse</i>	156
<i>Les porte-parole</i>	159
Quelle stratégie médiatique pour la CLASSE?	161
<i>Diffuser son discours</i>	164
<i>La mobilisation par l'intensité</i>	168
L'opinion publique et la violence	172
<i>Le défi médiatique de la violence</i>	173
<i>La violence et le Québec</i>	174
<i>Condamner la violence</i>	176
Conclusion: un scénario improbable	182
Point 5 – La #GGI 2.0	185
Pourquoi le Web 2.0?	188
<i>Les médias sociaux rassemblent</i>	190
<i>Médias sociaux, rapport de force et horizontalité</i> ..	192
<i>Le Big Brother du Web</i>	195
Les outils du Web 2.0	196
<i>Twitter</i>	196
<i>Facebook</i>	198
<i>Images et vidéos</i>	200
<i>Mèmes</i>	201
<i>Sites Internet</i>	202
Les médias sociaux à l'épreuve de la loi spéciale	202
Clôture de l'assemblée – En guise de conclusion	206
Varia 1 – Les organisations étudiantes nationales	215
Varia 2 – Le communiqué de presse et l'avis de convocation	217

Aux étudiants et étudiantes qui ont rompu avec le cynisme, à ceux et celles qui ont « crié plus fort pour que personne ne nous ignore », qui ont frappé sur des casseroles pour faire perdurer l'espoir, qui ont bloqué leur université, leur cégep et qui ont eu le courage de défendre leurs idées dans la rue.

À ceux et celles qui se sont levés et qui recommenceront.

Remerciements

L'IMPORTANTE MOBILISATION qui fut celle du printemps 2012 au Québec n'ayant évidemment pas été uniquement l'œuvre de deux personnes, mais de milliers de militantes et de militants, afin d'étoffer les analyses et réflexions que nous présentons ici, nous avons recueilli de nombreux témoignages de personnes s'étant impliquées avant et pendant la grève étudiante. À cet égard, nous aimerions particulièrement remercier : Keena Grégoire, Gabrielle Brais-Harvey, Philippe Lapointe, Stéphanie Jobin-Martin, Éric Martin, Marc-André Cyr, Anne-Marie Provost, Élise Carrier-Martin, Alain Savard, Jean-Michel Thériault, Benoît Lépine, Joëlle Naud et Gabriel Nadeau-Dubois pour le temps qu'ils nous ont consacré. Finalement, nous tenons à remercier Simon Tremblay-Pepin pour la préface.

OUVERTURE DE L'ASSEMBLÉE

Dans les coulisses d'une grève étudiante

7 FÉVRIER 2012. Valleyfield. Le cégep est presque désert, tout le monde est rassemblé dans l'auditorium plein à craquer. Il s'agit du premier cégep à voter sur la grève générale illimitée. L'ensemble des militantes et militants du mouvement étudiant retiennent leur souffle et ont les yeux rivés vers ce collège. C'est un vote décisif: si celui-ci se prononce en faveur de la grève, il y a de grandes chances que cela crée un effet boule de neige, qu'il provoque d'autres votes positifs; un vote négatif risquerait au contraire d'avoir un effet démobilisateur sur les autres campus. Plusieurs ont à l'esprit le scénario de 2007, lorsque les universités avaient voté en faveur de la grève, mais pas les cégeps. Résultat: les frais de scolarité¹ avaient augmenté de 500 \$.

-
1. Selon l'Office québécois de la langue française, il serait plus juste de parler de «droits de scolarité» et non de «frais de scolarité». Mais comme les deux termes sont généralement admis dans le langage courant et que le discours du mouvement étudiant s'est articulé autour de la notion de «frais» (effectivement plus à même de refléter la réalité de l'étudiant que celle de «droits»), l'emploi de l'expression «frais de scolarité» a été privilégié tout au long de cet ouvrage.

Les débats commencent, le pour et le contre s'affrontent et l'atmosphère devient de plus en plus tendue. Au bout de quelques heures, la salle convient qu'elle est prête à passer au vote.

Le président de l'assemblée demande alors: «Qui est pour?»

Un immense nuage de mains levées apparaît, le son simultané des cartons de vote qui se dressent dans les airs retentissant dans la salle. Les mains restent levées, on compte.

«Qui est contre?» D'autres cartons se lèvent. C'est serré, très serré.

«Qui s'abstient?»

Les scrutateurs remettent les résultats au président. Lequel doit les lire dans l'ordre, peu importe le compte.

«460 pour, 448 contre, 1 abstention, la proposition est adoptée à la majorité.»

Pendant ce temps, plusieurs dizaines d'étudiants et étudiantes sont entassés dans un café de l'UQAM. Les pages Facebook sont ouvertes, tout le monde clique sur «actualiser» en regardant son téléphone portable. L'air est chargé de fébrilité et d'inquiétude. Les statuts et SMS finissent par apparaître: «Valleyfield en grève, par 12 votes!»

La plus importante grève étudiante de l'histoire du Québec débute.

* * *

Pour une partie de la population du Québec, et peut-être même pour de nombreuses personnes ayant participé à la grève étudiante de 2012, le printemps étudiant a débuté avec les votes de grève qui se sont tenus dans les cégeps et

les universités. Rares sont ceux et celles qui sont conscients de l'ampleur du travail préparatoire qui a été effectué avant l'année 2012.

Dès l'automne 2009, le mouvement étudiant québécois a su voir les signes qui laissaient présager qu'à l'instar de plusieurs gouvernements occidentaux, le gouvernement Charest allait administrer au Québec la médecine de l'austérité budgétaire. Les Québécois allaient devoir se serrer la ceinture pour soi-disant réparer les pots cassés par la crise économique de 2008. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, laisse alors entendre qu'une «révolution culturelle» est en marche. Privatisation et tarification des services publics, compressions budgétaires, instauration du principe de l'utilisateur-payeur dans l'ensemble des services publics, accentuation du rôle du privé en santé et surtout alignement sur le reste du Canada sur la question des frais de scolarité : voilà ce que voient venir les étudiants et plusieurs mouvements sociaux. Face aux appels répétés des recteurs d'université et des leaders du milieu des affaires en faveur d'une nouvelle augmentation des frais de scolarité, ils se préparent alors au pire. Dès l'été 2009, l'UQAM prévoit déjà dans son budget un revenu supplémentaire provenant d'une hausse des frais de scolarité après 2012. En coulisses, au sein des milieux militants, des rumeurs se propagent et laissent entendre qu'un combat historique se profile à l'horizon : une lutte déterminante pour la survie de l'université accessible et publique et même pour l'avenir du mouvement étudiant lui-même.

En février 2010, la ministre de l'Éducation, des Loisirs et du Sport d'alors, Michelle Courchesne, affirme : « [...] il y a un consensus qui est en train de se mettre en place au Québec [...]. Quand je parle de consensus, j'exclus les

étudiants. Mais on voit que, de plus en plus, l'importance d'augmenter les droits de scolarité se fait sentir². » Il n'en faut pas plus pour que les préparatifs en vue d'une grève générale débutent. Devant l'obstination du gouvernement libéral de Jean Charest, qui refuse d'entendre raison face aux revendications légitimes demandant la tenue d'une enquête publique sur la corruption ou face aux demandes répétées pour l'instauration d'un moratoire sur les gaz de schiste, nous savons que seule l'artillerie lourde pourra faire plier ce gouvernement. À cette étape, il s'agit pour le mouvement étudiant de créer les conditions d'émergence d'une grève avec ce qu'il sait faire de mieux : la mobilisation.

Les conditions politiques semblent réunies : le premier ministre Jean Charest est fortement affaibli par de sérieuses allégations de corruption qui ont éclaboussé son gouvernement. Critiqué pour son refus obstiné de prendre au sérieux les nombreux scandales de collusion dans l'octroi des contrats publics dans le domaine de la construction, pour sa vente aux enchères du sous-sol québécois, pour sa position en faveur des gaz de schiste, il fait face à une grogne populaire croissante. Les sondages affichent alors un taux de satisfaction envers le gouvernement d'à peine 20 %.

Cependant, le mouvement étudiant est dans un piètre état. Si les coffres de la plupart des associations étudiantes sont bien garnis à cette époque, les comités de mobilisation sont, pour leur part, très peu courus. Il y a même quelques conseils exécutifs d'associations étudiantes complètement

2. Tommy Chouinard, « Québec envisage une hausse plus élevée des droits de scolarité », *La Presse*, 11 février 2010, <www.lapresse.ca/actualites/quebec-canada/education/201002/10/01-948467-quebec-envisage-une-hausse-plus-elevee-des-droits-de-scolarite.php>.

vides, laissant certains locaux d'associations déserts. La majorité des militants et militantes dans les cégeps ont peu d'expérience. Le conseil exécutif de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) ne compte alors que cinq personnes élues, ce qui laisse trois postes vacants. Son congrès est le théâtre régulier de la division interne qui secoue le mouvement étudiant. À l'UQAM, la gauche est divisée entre ses tendances réformiste et radicale. Même l'assemblée générale de l'Association facultaire des étudiants en science politique et droit de l'UQAM (AFESPED-UQAM), association étudiante qui sera une figure de proue de la grève, peine à atteindre son quorum lors de ses assemblées. Et lorsque c'est le cas, ses résolutions sont le fruit de débats houleux reflétant une guerre intestine entre les étudiants de science politique et ceux en droit. Même la frange radicale du mouvement étudiant ne semble pas en mesure de générer un rapport de force capable de faire reculer le gouvernement.

Dès lors, des militants et militantes vont travailler d'arrache-pied à reconstruire les associations, passant tous les jours de la semaine à discuter avec les étudiants et les étudiantes dans les cafétérias, dans les cafés étudiants, à diffuser de l'information sur la hausse, à recruter et à former des étudiants pour qu'ils s'impliquent dans la lutte. Un processus continu à travers lequel ils s'efforceront de bâtir un consensus contre la hausse et autour des stratégies politiques à mettre de l'avant par le mouvement étudiant. Ils devront briser plusieurs idées reçues, comme l'inévitabilité de la hausse et l'impossibilité de changer les choses en se mobilisant.

Ce sera finalement le gouvernement Charest lui-même qui fournira la véritable étincelle. Lors du dépôt du budget

2010-2011, le gouvernement annonce la couleur de sa «révolution culturelle»: augmentation des frais de scolarité, des tarifs d'Hydro-Québec, de la TVQ, création d'une taxe santé de 200 \$ par contribuable, etc. La réponse ne se fait alors pas attendre: dès le lendemain, à l'appel de syndicats, de groupes communautaires, d'organisations féministes et d'associations étudiantes, réunis sous la bannière de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics, 10 000 personnes descendent dans la rue pour dénoncer ce budget. L'avenir semble déjà plus prometteur.

À ce moment, le mouvement étudiant ne connaît pas le montant exact de la hausse. Pour fixer les modalités de l'augmentation, le gouvernement décide de convoquer, le 6 décembre 2010 à Québec, la Rencontre des partenaires universitaires. Voyant que cette rencontre ne sert qu'à légitimer la hausse, l'ASSÉ décide de boycotter et de perturber l'événement. Deux mille personnes manifestent à Québec. Les militants étudiants tentent de pénétrer à l'intérieur du bâtiment où se tient la réunion et de perturber son déroulement. Face à l'impossibilité de raisonner le gouvernement, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et les centrales syndicales claquent la porte. Il ne reste plus que les recteurs, les représentants du milieu des affaires et le gouvernement.

Le climat économique mondial est plutôt incertain. Partout à travers le monde, les classes populaires et moyennes protestent contre les différentes mesures d'austérité mises en place par les gouvernements. Au printemps 2011, la lutte menée par les étudiantes et étudiants britanniques contre le triplement de leurs frais de scolarité et celle des étudiantes

et des étudiants chiliens pour la gratuité scolaire, médiatisées au Québec, semblent en inspirer beaucoup. Nous sentons alors que nous ne sommes pas seuls.

Le monde arabe est aussi en ébullition : en quête de liberté, les Égyptiens envahissent la place Tahrir. En Espagne, sous l'inspiration du printemps arabe, les « indignés » occupent les places publiques et critiquent non seulement le fait que l'ensemble de la population ait à payer pour une crise économique dont les banquiers sont les véritables responsables, mais aussi la dérive autocratique des institutions politiques. Dans cette même veine, le mouvement Occupy, qui prend place dès le début de l'automne 2011, ramène à l'avant-scène un discours critique de l'élite économique et politique : celui du 1 % contre le 99 %. Le slogan « We are the 99 % » retentit à travers le monde. Ce mouvement de contestation, sans nécessairement avoir de revendications précises, met la table pour un discours qui inspirera grandement le mouvement étudiant. Ses rouages internes, comme l'horizontalité des structures de décision et la démocratie directe, sont issus des mouvements sociaux plus radicaux. La contestation sort de la marginalité.

Le 17 mars 2011, lors du dépôt du budget 2011-2012, le ministre des Finances, Raymond Bachand, annonce finalement une augmentation massive des frais de scolarité de 1 625 \$, échelonnée sur cinq ans. Quelques heures avant son annonce, au huis clos du budget, un fonctionnaire du gouvernement affirme à des étudiants présents que le mouvement étudiant n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été et donc qu'il sera incapable de se mobiliser. Ce jour-là, un consensus se dégage au sein du mouvement étudiant : la FECQ et la FEUQ insistent sur le fait que « les étudiants répliqueront à cette attaque du gouvernement Charest »,

alors que l'ASSÉ voit dans l'augmentation des frais une véritable « déclaration de guerre », envoyant de ce fait dans les médias un message très clair au gouvernement : « Cette fois, c'en est trop. Si Jean Charest s'entête à appauvrir les étudiants et les étudiantes, il fera face à un mouvement d'opposition généralisé. La bataille ne fait que commencer. S'il faut occuper des bureaux de députés, perturber l'économie de la province et rendre la situation politique québécoise invivable, l'ASSÉ est prête à le faire³. »

Le 10 novembre 2011, à la suite d'un effort de mobilisation conjointe des trois organisations étudiantes nationales – l'ASSÉ, la FECQ et la FEUQ – entre 20 000 et 30 000 personnes marchent dans les rues de Montréal pour dénoncer l'augmentation des frais. Suivant cet événement rassembleur, les comités de mobilisation gagnent en popularité et les assemblées générales sont pleines à craquer. La gauche et la frange plus combative du mouvement étudiant semblent s'être entendues autour de la nécessité de faire la grève ; on met de côté les divisions, car l'heure est à l'union des forces. Un réel engouement s'installe, l'hiver s'annonce chaud.

Le 4 décembre 2011, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) est fondée au Collège de Valleyfield. Afin d'offrir un véhicule politique démocratique et combatif aux associations étudiantes affiliées à aucune organisation nationale, l'ASSÉ décide d'ouvrir ses portes à toutes les associations étudiantes détenant des mandats de grève.

3. Communiqué de presse de l'ASSÉ, *Budget du Québec* : « Une véritable déclaration de guerre ! » soutient l'ASSÉ, 17 mars 2011, <[www.asse-solidarite qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)>.

Le 13 février 2012, après l'atteinte du plancher de 20 000 étudiants, provenant de 7 associations étudiantes distinctes et de 3 campus différents, la grève générale illimitée débute. Pour plusieurs militants étudiants, la grève est déclenchée une semaine trop tôt. Ce qui se discute alors dans les coulisses est une grève de huit semaines – dix dans les associations plus militantes – dont le point culminant serait le 22 mars. Plusieurs se demandent si nous serons en mesure de tenir jusque-là. Autre bémol, on ne peut pas encore parler de véritable grève générale. Les grévistes sont alors surtout concentrés dans les associations militantes de l'île de Montréal et dans quelques départements de l'Université Laval. Pour créer un véritable mouvement de masse, il faut réussir à étendre le mouvement à l'ensemble du Québec. Le problème a été transformé en solution: la plupart des militants nouvellement en grève partent parcourir le Québec afin de convaincre davantage de cégeps et d'associations étudiantes universitaires de voter en faveur de la grève. Le 7 mars, il y a 130 000 grévistes. La CLASSE compte alors 80 000 membres.

Le 22 mars, le mouvement atteint son apogée avec quelque 310 000 étudiantes et étudiants en grève. La plus grosse manifestation de l'histoire du mouvement étudiant québécois submerge les rues de Montréal. Le lundi 27 mars, à la suite de son congrès, la CLASSE appelle à l'élargissement de la lutte. La grève prendra ensuite une trajectoire imprévisible. Le mouvement se détachera alors énormément des organisations nationales pour devenir quasi autonome. La CLASSE, qui a toujours été l'organisation comptant le plus grand nombre de grévistes, a peine à suivre toutes les actions et manifestations organisées dans tout le Québec. Les actions directes et autres coups d'éclat

perturbent alors l'économie et augmentent le rapport de force. Les actions symboliques, concerts et autres événements de sensibilisation permettent aussi de renforcer notre position par rapport au gouvernement.

Chaque semaine, étudiantes et étudiants reconduisent leur mandat de grève et se livrent à des débats politiques passionnés en assemblée générale. La jeunesse fait alors preuve d'une grande maturité politique et démontre qu'elle est tout à fait capable de prendre ses propres décisions. Avec l'adoption de la loi spéciale, en mai, la mobilisation populaire s'amplifie. Tous les soirs, dès 20 heures, les rues du Québec sont investies au son des casseroles, en appui aux étudiants et en opposition à la loi liberticide du gouvernement libéral. Le Québec est en somme témoin au printemps 2012 d'un mouvement social comme il n'en a que trop rarement connu.

* * *

Les pages qui suivent ne proposent pas tant de faire le récit de ce grand moment de l'histoire du Québec que d'en dévoiler les coulisses et d'expliquer les origines de ce que d'aucuns appellent désormais le « printemps érable ». L'un des facteurs clés ayant fait que les étudiantes et étudiants québécois se sont mobilisés comme jamais auparavant a été la capacité du mouvement étudiant à s'organiser. Cela a été rendu possible grâce aux organisations nationales et par tout le travail de terrain qui a été réalisé avant la grève. Nous partons donc du postulat suivant : sans le pouvoir organisationnel du mouvement étudiant québécois, il n'y aurait pas eu une grève étudiante telle que nous l'avons connue. Sans nier l'apport des fédérations étudiantes, le

principal véhicule de mobilisation de la grève étudiante a été la CLASSE. Le point focal de ce livre, produit d'une réflexion de deux militants qui œuvrent dans le mouvement étudiant depuis 2007, c'est le travail réalisé dans les coulisses par cette organisation, souvent critiquée, mais dont les manifestations ont réussi à soulever les foules.

Nous avons été témoins des bons coups, comme des mauvais, du mouvement étudiant. À travers ces pages, nous voulons écrire et décrire l'action politique des militantes et militants, avant et pendant la grève, afin que ce travail ne soit pas oublié. Comme l'a dit l'historien Boris Porchnev: «Un mouvement ne disparaît jamais sans laisser de traces: pendant bien des années, il reste vivant dans l'esprit des masses populaires, et oriente leur comportement ultérieur⁴.» Les grands médias ayant essentiellement couvert cette grève en surface, nous proposons d'entrer à l'intérieur de la grève étudiante et de la CLASSE. Nous tenterons de répondre à de nombreuses questions: comment est-ce que le mouvement étudiant fonctionne? Que s'est-il passé avant le déclenchement de la grève? Quelle a été la stratégie médiatique de la CLASSE? Comment les réseaux sociaux ont-ils été mis à contribution? Bref, comment avons-nous fait?

Nous tenons à dire qu'une grande partie de ce livre est issue de nos réflexions propres. Il se peut que certains passages suscitent le débat au sein du mouvement étudiant: nous ne pouvons prétendre à un récit stratégique unique. L'approche mise de l'avant dans ce livre est d'avoir une vue

4. Boris Porchnev, *Les soulèvements populaires en France au XVII^e siècle*, Paris, Flammarion, 1972, p. 290. (L'idée de citer Porchnev revient à Martin Breaugh dans *L'expérience plébéienne*, Paris, Payot, 2007.)

d'ensemble sur la grève. Ce qui nous intéresse, c'est le grand mouvement de masse. Nous pensons que la seule façon d'y arriver est de centrer notre regard sur les organisations. Nous ne nions pas que l'action de certains individus ait pu avoir de l'importance, mais celle-ci aurait été vaine sans l'existence d'organisations pour les soutenir.

Avec ce livre, nous espérons aussi rendre hommage à l'un des plus beaux mouvements collectifs de l'histoire du Québec. Nous voulons saluer la détermination de ces étudiants et étudiantes qui ont choisi de rompre avec le cynisme ambiant et fait le choix de bloquer leur université, leur cégep et d'envahir les rues pour espérer un autre monde, un autre Québec. Si ce mouvement a marqué à jamais une génération, nous espérons qu'il inspire un renouveau dans l'ensemble de la gauche québécoise.

Ce livre est divisé en cinq parties. La première traite du rapport entre l'État et le mouvement étudiant. Ce chapitre est davantage théorique et tente d'expliquer le contexte dans lequel un mouvement social évolue. Il sera plus spécifiquement question des groupes de la société civile (syndicats, groupes communautaires, etc.) et des autres organisations étudiantes nationales. On y présente sommairement la stratégie qu'utilise le mouvement étudiant depuis des années : l'escalade des moyens de pression. Un accent prononcé sera mis sur la question du rapport de force ainsi que sur la nécessité de s'opposer à l'idéologie dominante par l'articulation d'un discours porteur et cohérent.

La deuxième partie traite des structures politiques de la CLASSE et de la mobilisation. Nous parlerons d'abord des structures internes du mouvement étudiant, et de la CLASSE plus particulièrement. La structure d'une organisation est en effet un élément déterminant de son efficacité

sur le terrain. Il sera question des assemblées générales et de la démocratie directe. Nous aborderons ensuite spécifiquement la mobilisation. Nous mettrons de l'avant les façons de faire qui ont permis au mouvement étudiant de bâtir un mouvement de grève. Un accent particulier sera mis sur la stratégie de déclenchement de la grève.

Le chapitre suivant traitera du discours. Nous présenterons comment la CLASSE a bâti un discours à la fois de gauche et mobilisateur. Nous mettrons particulièrement l'accent sur l'aspect économique et l'orientation populiste de ce qui a semblé émerger, à différents moments, de la grève étudiante. Il apparaît important de mentionner la question idéologique de tout discours, d'arrimer l'individuel et le collectif. Nous verrons aussi dans quelles conditions et de quelles façons la CLASSE a tenté de mettre de l'avant la nécessité d'un élargissement de la lutte à l'ensemble de la société.

Les deux derniers chapitres abordent respectivement les communications de masse et les médias sociaux. Nous expliquerons comment une organisation, pourtant considérée comme marginale avant la grève, a pu se retrouver à l'avant-plan de l'espace public. Nous soulignerons particulièrement le lien qui doit exister entre la mobilisation, l'opinion publique et l'élargissement d'un mouvement de masse. Le chapitre sur les médias sociaux tentera quant à lui de mettre pour l'une des premières fois sur papier – du moins pour le Québec – une stratégie Web adaptée aux mouvements sociaux afin de conscientiser et mobiliser un public large.

Ce livre n'est pas tant un guide pratique qu'un ensemble de réflexions et d'analyses concernant les pratiques politiques de la CLASSE. Nous considérons également que

plusieurs des éléments qui seront mis en relief tout au long des pages suivantes peuvent être valables pour l'ensemble des mouvements sociaux, étudiants ou non. Il s'agit de l'élaboration d'une approche globale et d'une vision de la société qui permettent ensuite de dégager les différentes pratiques mises de l'avant lors de la grève, mais de telle sorte qu'elles puissent être utilisées dans tout autre contexte.



Faites circuler nos livres.

Discutez-en avec d'autres personnes.

Si vous avez des commentaires, faites-les-nous parvenir; il nous fera plaisir de les communiquer aux auteurEs et à notre comité éditorial.

Les Éditions Écosociété

C.P. 32052, comptoir Saint-André
Montréal (Québec) H2L 4Y5

Courriel: ecosociete@ecosociete.org

Toile: www.ecosociete.org

NOS DIFFUSEURS

EN AMÉRIQUE

Diffusion Dimedia inc.

539, boulevard Lebeau
Saint-Laurent (Québec) H4N 1S2
Téléphone: (514) 336-3941
Télécopieur: (514) 331-3916
Courriel: general@dimedia.qc.ca

EN FRANCE et EN BELGIQUE

DG Diffusion

ZI de Bogues
31750 Escalquens
Téléphone: 05 61 00 09 99
Télécopieur: 05 61 00 23 12
Courriel: dg@dgdiffusion.com

EN SUISSE

Servidis S.A

Chemin des Chalets
1279 Chavannes-de-Bogis
Téléphone et télécopieur: 022 960 95 25
Courriel: commandes@servidis.ch

DE L'ÉCOLE À LA RUE

RENAUD P. ST-PIERRE, PHILIPPE ETHIER

Printemps 2012. Ce qui n'était à l'origine qu'une nouvelle grève étudiante s'est rapidement transformé en une crise sociale comme le Québec n'en avait pas connu depuis longtemps. Six mois de grève et des dizaines de milliers de personnes dans les rues plus tard, une question reste sur toutes les lèvres : comment ont-ils fait?

Mêlant l'anecdote et l'analyse, les auteurs tentent d'y répondre, dans ce premier récit militant de la grève étudiante de 2012, en nous plongeant au cœur du mouvement. Rapports entre la CLASSE et l'État, planification depuis 2010, organisation et mobilisation, démocratie directe, discours, stratégie médiatique et offensive 2.0, voilà autant de facettes abordées qui nous transportent dans les coulisses de la plus importante grève étudiante du Québec.

Mais c'est au bénéfice des mouvements sociaux en général que les auteurs nous invitent à tirer des leçons. Car comme ils le soulignent avec justesse, « puisque nous savons maintenant nous soulever, il ne nous reste plus qu'à recommencer ».

Renaud Poirier St-Pierre a été attaché de presse pour la CLASSE durant la majeure partie de la grève. Philippe Ethier a été deux ans membre du conseil exécutif de l'ASSÉ, puis de celui de la CLASSE au printemps 2012. Tous deux sont militants de longue date au sein du mouvement étudiant.

• COLLECTION ACTUELS

Extrait de la publication